



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
CENTRE DE CRISE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR SUR LE CYCLE ET LES HORAIRES DE TRAVAIL

<i>Référence :</i>	<i>Règlement intérieur sur la gestion des horaires et des absences dans les services de l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères à Paris et à Nantes du 13 juillet 2006</i>
--------------------	---

<i>Avis du comité technique ministériel en date du :</i>	
<i>Avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en date du :</i>	
<i>Approbation de la direction générale de l'administration et de la modernisation en date du :</i>	

**Article 1<sup>er</sup> : Objet et champ d'application**

Le présent règlement intérieur définit les modalités d'organisation du temps de travail pour les agents du centre de crise, en application des dispositions du a) du II de l'article 3 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature, du décret n° [...] du [...] portant dérogations aux garanties minimales de durée de travail et de repos applicables à certains agents du ministère des affaires étrangères en service à l'administration centrale, de l'arrêté du [...] portant application du décret du [...] précité ainsi que de l'arrêté du [...] fixant une durée annuelle de travail effectif réduite pour certains agents du ministère des affaires étrangères en service à l'administration centrale.

Les sujétions inhérentes à l'exercice des missions du centre de crise sont compensées par des contreparties spécifiques, dans les conditions exposées ci-après.

**Article 2 : Période de référence**

Conformément au règlement intérieur de référence, la période de référence est bimestrielle.

## **PREMIERE PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 3 : Aménagement du temps de travail**

En application de l'article 2 du décret du [...] précité, le temps de travail des agents du centre de crise est aménagé comme suit :

- la durée hebdomadaire du travail effectif ne peut excéder 65 heures au cours d'une même semaine, dans le respect d'une durée moyenne de 48 heures sur une période quelconque de six mois consécutifs et d'un repos hebdomadaire minimum de trente-cinq heures ;
- la durée quotidienne du travail ne peut excéder 14 heures ;
- l'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 15 heures.

Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre six heures sans que les agents ne bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de vingt minutes.

Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de 8 heures.

Le temps de travail individuel des agents, à l'exception des agents travaillant de nuit, les samedis, dimanches et jours fériés (voir *infra* article 7), doit s'insérer, pour chaque journée ou demi-journée travaillée et sauf nécessité de service justifiée et présentée par sa hiérarchie à l'agent, au sein des bornes horaires suivantes :

**du lundi au vendredi, de 7h à 22h**

### **Article 4 : Décompte du temps de travail accompli**

Le décompte du temps de travail accompli est réalisé au moyen du système SAGHA.

Les comptes individuels des agents du centre de crise sont paramétrés de telle sorte que les enregistrements de présence effectués par les agents, du lundi au vendredi, avant 7h et après 22h, et les week-ends et jours fériés, alimentent également le décompte du temps de travail, dans le respect des règles fixées à l'article 3.

S'agissant des agents qui accomplissent leurs obligations de service hors des sites équipés de lecteurs de badges ou d'ordinateurs permettant d'accéder au système SAGHA, un décompte déclaratif contrôlable remplace le dispositif de contrôle automatisé. Cette déclaration, une fois visée par le chef de service, est reportée sur le compte SAGHA par le gestionnaire.

Le temps de travail accompli par les agents du centre de crise au titre des missions à l'initiative du centre de crise, objet des dispositions de la troisième partie du présent règlement intérieur, est également calculé sur la base d'un décompte déclaratif comptable.

### **Article 5 : Dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail choisi et compensations prévues**

En application du décret du [...] susmentionné, les heures de travail effectuées au-delà du temps de travail hebdomadaire choisi par les agents du centre de crise sont compensées selon les modalités suivantes :

- de 35h à 38h30 (en fonction du temps de travail hebdomadaire choisi) : attribution d'ARTT selon le barème défini à l'annexe 1 du règlement intérieur de référence.  
Le calendrier prévisionnel et les modalités de prise des jours ARTT sont déterminés conformément au règlement intérieur de référence sur proposition de l'agent concerné et après approbation du supérieur hiérarchique direct et du directeur.
- pour les quatorze premières heures effectuées pour un bimestre au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail choisi : octroi de demi-journées de récupération (REHV), par tranche de 3h30, selon le barème défini à l'article 15 du règlement intérieur de référence.  
Les droits à récupération acquis au cours d'un bimestre apparaissent au compte individuel de l'agent dès le premier jour du bimestre suivant. Les journées ou demi-journées de récupération devront être prises pendant cette période selon les modalités en vigueur pour les demandes et autorisations de congés et d'absence.
- au-delà de ces quatorze heures effectuées pour un bimestre en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail choisi : attribution d'une compensation financière au titre du régime indemnitaire qui leur est applicable ainsi que, le cas échéant, d'une indemnisation des astreintes et interventions.

Les heures effectuées par les agents d'autres services amenés à participer aux cellules de crise en dehors de leur temps de travail donneront lieu à une compensation financière au titre des astreintes et interventions.

#### **Article 6 : Indemnisation des astreintes et interventions des agents du centre de crise**

Les agents du centre de crise bénéficient, selon le régime indemnitaire qui leur est applicable, de taux majorés de primes et, le cas échéant, de compensations financières au moyen des astreintes et interventions effectuées. Ces mesures indemnitaires font l'objet d'une note de service qui présente annuellement un bilan de mise en œuvre du dispositif et, le cas échéant, procède aux adaptations nécessaires.

### **DEUXIEME PARTIE : DISPOSITIONS CONCERNANT LES AGENTS DU QUART-VEILLE NUIT**

#### **Article 7 : Aménagement du temps travail**

Les permanences effectuées par les agents du quart-veille nuit durent 12h30.

Les permanences de nuit ont lieu du lundi au dimanche entre 19h45 et 8h15.

Les permanences de jour ont lieu les samedis, dimanches et jours fériés entre 7h45 et 20h15.

#### **Article 8 : Obligations de service**

En application de l'arrêté du [...] susmentionné, les agents affectés au quart-veille nuit effectuent entre 7 et 9 permanences par mois, dans la limite de 1200 heures de permanence sur l'année.

Entrent également dans le décompte de la durée annuelle de travail effectif des agents affectés au quart-veille nuit, 150 heures au titre de leur participation :

- aux réunions de service organisées périodiquement par le centre de crise afin de permettre à l'ensemble des membres du quart-veille de se former, de s'informer, de se coordonner et de remettre à jour les fiches de procédure ;
- aux formations informatiques organisées par le centre de crise ;
- au suivi des événements survenus après une permanence.

### **Article 9 : Récupération**

Chaque permanence effectuée ouvre droit à 4 journées de récupération, à prendre le lendemain ou dans la semaine suivante.

## **TROISIEME PARTIE : LES MISSIONS A L'ETRANGER**

Des missions peuvent être effectuées à l'étranger, à l'initiative du centre de crise, par des agents de ce service ou par des agents relevant d'autres services, avec l'accord de leur supérieur hiérarchique.

Ces missions font l'objet d'un ordre de mission établi par le centre de crise et signé par la direction des affaires financières.

### **Article 10 : Conditions de prise en charge des frais engagés**

Une indemnité de mission est accordée aux agents du Département selon les modalités définies par le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, qui prévoit le remboursement forfaitaire des frais de repas et d'hébergement, ainsi que par l'arrêté du 6 octobre 2006 modifié pris pour l'application de son article 7.

### **Article 11 : Dispositif de repos compensateur**

Les missions sont compensées forfaitairement en temps par :

- pour les missions de 1 à 4 jours : 1 journée
- pour les missions de 5 à 8 jours : 2 journées
- pour les missions de 9 à 14 jours : 3 journées
- pour les missions allant au-delà de 14 jours : 4 journées

La durée de la mission inclut le temps de trajet.

Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de 8 heures pendant la durée de la mission.

Ces journées de récupération sont prises, au plus tard dans les deux jours ouvrés suivant le retour de mission.

## **QUATRIEME PARTIE : DISPOSITIONS FINALES**

### **Article 12 : Entrée en vigueur**

Le présent règlement intérieur entre en application dès sa publication.

Fait à Paris, le

Signature et cachet du directeur